

Unité Interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint-Barthélémy
BP8014
49183 Saint-Barthélémy-d'Anjou

Saint-Barthélémy-d'Anjou, le 25 mai 2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Partie nominative

PASSENAUD RECYCLAGE

ZI des Touches
43 rue Jean-Baptiste Lafosse
53000 LAVAL

Affaire suivie par : BELTRAMINO Gilles
Téléphone : 02.43.67.88.69
Courriel : gilles.beltramino@developpement-durable.gouv.fr
Références : EC-2022-285-INSP-PASSENAUD-Laval -RAP
Pièces jointes :

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 19/05/2022 de l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE implanté ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 LAVAL. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :



- BELTRAMINO Gilles, Unité Interdépartementale Anjou Maine, UIDAM-Risques accidentels, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

M. RIBET, responsable d'agence

Le courriel d'échange avec l'administration est lschiano@passenaud.fr.

	Rédacteur	
		
	L'inspecteur de l'environnement BELTRAMINO Gilles	

Vérificateur	Approbateur
	
L'inspecteur de l'environnement André YVARD	P/La Directrice et par délégation La Cheffe de l'Unité Inter- Départementale Anjou-Maine Valérie FILIPAK

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 19/05/2022 de l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE implanté ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 LAVAL, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais impartis pour présenter ses observations**, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Déclaration d'incident - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020 article : R512-69
- nom : Rapport d'incident - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020 article : R512-69

Unité départementale Anjou Maine
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 20/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



PASSENAUD RECYCLAGE

ZI des Touches
43 rue Jean-Baptiste Lafosse
53000 LAVAL

Références : [EC-2022-285-INSP-PASSENAUD-Laval -RAP](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE implanté ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 LAVAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'un incendie survenu sur le site. L'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement a vu un fort dégagement de fumée en provenance du site de la société PASSENAUD à LAVAL. L'inspection des installations classées s'est rendu immédiatement sur place. Une fois arrivée, l'incendie était maîtrisé par l'exploitant qui arrosait une carcasse de véhicule détruite par l'incendie et par le déplacement du véhicule par un grapin soutenu par une grue.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD RECYCLAGE
- ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 LAVAL
- Code AIOT dans GUN : 0006304620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement PASSENAUD est une installation d'élimination des déchets, notamment de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de sinistre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
Rapport d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra réaliser un rapport d'incident à la suite de l'incendie survenu le 19 mai 2022 et le transmettre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : L'exploitant n'a pas prévenu l'inspection des installations classées qu'un incendie était en cours sur son installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : D'après l'exploitant, un véhicule hors d'usage en attente d'être pollué a pris feu dans la zone des véhicules à dépolluer. Il a été isolé de la zone à l'aide d'un grapin suspendu à une grue. L'inspection a pu constater que la carcasse fumante du véhicule était refroidie à l'aide du tuyau d'arrosage des plantes du site. Quelques pièces du véhicules détachées encore fumantes étaient isolées du reste de la carcasse. Une cuve d'eau IBC d'un m3 détruite était présente à proximité. Pour l'extinction, le représentant de l'exploitant a indiqué avoir utilisé des extincteurs CO2 présents dans la grue et dans les camions présents sur site. Afin de refroidir la carcasse calcinée, l'exploitant utilisait le tuyau d'arrosage des espaces verts. L'exploitant a indiqué que les eaux d'extinctions partaient dans le bassin qui est aussi utilisé pour les eaux pluviales. L'évacuation des eaux se fait après passage dans une station de traitement des eaux. Le représentant de l'exploitant n'a pas réalisé de procédure particulière sur la station de traitement concernant les gestion des eaux suite à l'incendie. L'exploitant devra rédiger un rapport d'incident conformément aux dispositions prévues par le code de l'environnement. Ce rapport devra notamment faire apparaître les causes possibles de l'incendie et présenter un retour d'expérience sur la gestion du sinistre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet